

Après avoir fait cette remarque défavorable à l'endroit de l'ensemble, je tiens à ajouter que les immeubles eux-mêmes et les facilités qui s'y trouvent sont de beaucoup supérieurs aux facilités et aux habitations dont disposaient auparavant les habitants.

Le ministre des Transports et sa commission d'étude n'ont pas posé la question clé qu'il fallait poser, lorsqu'ils ont parcouru le pays pour visiter les ensembles de logements publics. Il ne fallait pas demander: «Qu'est-ce qui ne va pas ici?» Mais bien: «Ce qu'on vous offre ici est-il mieux que ce que vous aviez avant d'y venir?» Si la commission d'étude avait posé cette question très simple et très élémentaire, elle aurait appris, j'en suis persuadé, que dans la totalité des cas et en dépit de toutes les lacunes et de tous les désavantages des logements publics construits dans notre pays, les gens qui y habitent y sont infiniment mieux que dans leurs anciens taudis.

Voilà la situation actuelle. Voilà l'état de choses qu'il nous faut redresser. Voilà la situation sur laquelle s'est penché le ministre des Transports. Je peux ne pas être d'accord avec certaines des solutions qu'il propose, mais on ne peut nier que le ministre se soit intéressé au problème. Il ne faut pas oublier que le ministre s'était engagé à améliorer les conditions de vie des gens qui demeurent dans des taudis, de ceux qui vivent dans les quartiers miteux de nos villes. Le ministre des Transports a un sens pratique assez développé; s'il avait conservé son poste et s'était rendu compte que les propositions énoncées dans le rapport de sa commission d'étude étaient impossibles à réaliser, il aurait certes songé à de meilleures solutions. Mais le ministre a démissionné.

Je répète ce que j'ai dit au début: les Canadiens ont le droit de savoir pourquoi il a démissionné et, le cas échéant, ce que le gouvernement propose de faire dans le domaine de l'habitation pour les millions de personnes dont les revenus sont faibles ou moyens; qui ne peuvent se loger convenablement ou ne peuvent le faire qu'en rognant sur les dépenses obligatoires de nourriture, d'habillement, de modestes loisirs et ainsi de suite.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

L'hon. Bryce S. Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de participer au présent débat.

[M. Orlikow.]

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Je m'étais bien promis, il y a quelques mois, de ne pas laisser les socialistes m'entraîner dans un débat, car depuis le début de la présente session, j'ai commencé à me rendre compte que rien n'avait changé dans ce coin-là de la Chambre. Ils ont perdu leur chef provisoirement, mais cela ne semble pas leur avoir nui et son retour ne semble pas leur avoir fait grand bien. Toutefois, il est encore un des députés que je préfère.

Une voix: Comment est Durante?

L'hon. M. Mackasey: M. Durante reviendra. J'ai entendu discourir pendant une bonne partie de l'après-midi les membres du groupe socialiste et j'ai constaté, comme je m'y attendais et comme j'ai appris au cours des ans à m'y attendre, qu'ils avaient eu recours à leur manière habituelle et subtile de comparer les classes. Ils se comportent ainsi dans l'espoir de recueillir un jour assez de votes pour former un groupe imposant à la Chambre des communes.

Le député qui vient de reprendre son siège a fait en termes peu flatteurs quelques observations de choix au sujet du député de Don Valley (M. Kaplan), qui d'après lui est né coiffé. Il peut arriver au Canada qu'on naisse dans cette classe de la société et qu'on témoigne de l'intérêt au processus démocratique de la Chambre des communes. Il n'en est pas ainsi dans les pays socialistes, où les gens n'ont pas le nécessaire et encore bien moins le luxe.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Avez-vous jamais été en Suède?

L'hon. M. Mackasey: Oui, monsieur. La Suède est un grand pays; on y attend six ans et demi avant d'obtenir une maison. Quelle utopie! Tous sont égaux; tous sont pauvres et tous doivent attendre six mois pour avoir une habitation.

Une voix: Vous venez de dire six ans.

L'hon. M. Mackasey: La Suède n'est pas le seul pays de régime socialiste dont le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) peut nous parler. Comme il a nommé la Suède, il pourrait peut-être nous raconter ce qui s'est passé pendant les 16 ou 17 années désastreuses en Saskatchewan: il n'y avait pas de chômage parce que les habitants quittaient la province avant que les emplois disparaissent. Il n'y avait pas de postes-frontière, pas